

REVUE DE PRESSE

*Conférence de Presse Ville & Banlieue
Le 30 mars 2017 à L'Européen – Paris 12^e*

«Et si on parlait des quartiers populaires dans la campagne présidentielle ?»

Présidentielle - Ville et Banlieue fera passer le 19 avril un grand oral aux candidats

LOCALTIS – Politique de la Ville

Valérie Liquet

31/03/2017

La formule inaugurée par l'AMF le 22 mars fait des petits. Elle sera le 19 avril sur le thème très précis de la politique de la ville. Ce jour-là, Ville et Banlieue, France Urbaine et l'AMF passeront à la question cinq candidats à l'élection présidentielle.

Le 19 avril, à l'invitation conjointe de l'association des élus de Ville & Banlieue, de France urbaine et de l'Association des maires de France (AMF), Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon, Emmanuel Macron, François Fillon et Marine Le Pen – ou plutôt leurs représentants – sont convoqués à un grand oral sur le thème des quartiers et de la politique de la ville. Pour séduire les maires de banlieue, il va falloir dépasser les vagues allusions qui figurent dans les programmes présidentielles.

Car ils ont encore envie d'y croire, même après le "terrible rendez-vous manqué avec François Hollande". Et c'est un maire socialiste qui le dit : Marc Vuillemot, maire de la Seyne-sur-Mer et président de Ville & Banlieue (voir ci-dessous notre interview dans Localtis du 1er décembre 2016).

Pour faciliter la tâche aux candidats, les associations d'élus ont repris la formule du grand oral organisé le 22 mars à la Maison de la Radio par l'AMF (voir notre article ci-dessous). Les questions ont été adressées au préalable : "Quel bilan et quelles perspectives pour la politique de la ville ?" ; "Quelles politiques de l'habitat pour les quartiers prioritaires de la politique de la ville ?" ; "Quelles politiques de l'éducation ?" ; "Quelles politiques de l'emploi, de la formation, du développement économique ?" Elles sont suffisamment larges pour que chacun puisse broder autour.

Et pourquoi ne pas confier la politique de la ville au Premier ministre ?

Une autre question devrait tout de même surgir. Une question-piège qui renvoie à la proposition phare de l'association : "Pourquoi ne pas confier la politique de la ville au Premier ministre de votre gouvernement ?" Une question à tiroir, en réalité, qui teste la prise de conscience des candidats à l'intérêt (sinon la volonté) de pratiquer une politique de droit commun dans les quartiers.

Les discours sur la baisse des dotations ne passeront pas plus qu'à l'AMF. "Nous en serons les premières victimes", anticipe Gilles Leproust, maire (PCF) d'Allonnes, vice-président du Mans Métropole à l'aménagement du territoire et à la politique de la ville, et vice-président de Ville et Banlieue. Il craint aussi les promesses de réduction de l'emploi public dans les collectivités pour des villes populaires comme la sienne qui ont "fait le choix du service public local" auprès de ses habitants.

Catherine Arenou, maire (LR) de Chanteloup-les-Vignes et vice-présidente de V&B ne veut pas entrer dans "l'obsession de faire des économies". Selon elle, le futur président doit bien avoir conscience qu'aujourd'hui les villes de banlieue volontaristes "se substituent à l'Etat", par exemple sur les questions de prévention de la délinquance et de réussite éducative. Il doit comprendre que, "tout est plus dur pour un habitant de nos quartiers : l'exercice de la citoyenneté, la parentalité, la recherche d'emploi..." Catherine Arenou prend pour exemple la vie des femmes seules à la tête d'une famille et qui prennent le premier train de 4h30 pour aller travailler à Paris. Les actions des communes, "c'est pas du luxe, c'est ce qui fait que nos territoires tiennent encore", explique-t-elle.

"Nous voulons être considérés avec bienveillance"

"Ce n'est pas qu'une question de moyens financiers, mais aussi une question de considération : nous voulons être considérés avec bienveillance", enchaîne Driss Ettazaoui, vice-président (Modem) du Grand Evreux, membre du bureau de Ville & Banlieue. "Le regard de la société sur nos territoires est quand même bien pourri", dit autrement Philippe Rio, maire (PCF) de Grigny. "Nous sommes dans l'angle mort de cette République", estime-t-il en regrettant que la banlieue ne soit traitée dans la campagne présidentielle que sous l'angle des discriminations et des rapports police/jeunes. La "belle idée" d'un candidat (en l'occurrence Emmanuel Macron) de réduire à 12 ou 15 élèves les classes de CP et CE1 dans les quartiers populaires ne le fait pas vraiment rêver. "Pour Grigny cela signifierait construire 24 classes de plus", a-t-il calculé, "ce candidat a-t-il réfléchi à qui les financerait ?

Il pourra lui poser la question le 19 avril. Et peut-être même repartir avec la promesse que l'Etat financera "au centime près" ?

Pour aller plus loin

- [Les 31 propositions de V&B aux candidats](#)
- [Le clip "Et si on parlait des quartiers populaires dans la campagne présidentielle ?" lancé par V&B le 15 mars à Hérouville Saint-Clair](#)

Présidentielle : les maires de banlieues dénoncent le « mépris » des candidats

Courrier des maires

par Hugo Soutra

Le 31/03/2017

Après avoir publié leurs propositions à l'automne dernier puis interpellé les candidats à l'élection présidentielle en mars, les élus de Ville & Banlieue espéraient peser, afin de redynamiser la politique de la ville. Seuls deux candidats ont, pourtant, daigné leur répondre au 30 mars. Et c'est peu dire que ceux n'ayant pas pris la peine de le faire ne se sont pas davantage inspirés de leurs travaux.

Les candidats à la présidentielle seraient-ils en train de « poser un lapin » aux élus de l'association Ville & Banlieue, « et aux cinq millions d'habitants que nous représentons » ? C'est la crainte que ces maires couvrant une large partie du spectre politique – allant du Front de Gauche au parti Les Républicains – ont ouvertement exprimé, jeudi 30 mars à Paris, après avoir reçu seulement deux réponses aux questions qu'ils ont adressées aux staffs des principaux prétendants à l'Elysée. Un « mépris » qu'ils ont d'autant plus de mal à digérer qu'il intervient après le « rendez-vous manqué entre François Hollande et les banlieues » introduit, véhément, Marc Vuillemot, maire socialiste de La-Seyne-sur-Mer (Var).

Construction de 130 000 à 200 000 logements très sociaux par an

Pour l'heure, seuls Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon ont daigné leur répondre, tandis que l'équipe d'Emmanuel Macron leur a promis un retour d'ici le 31 mars. S'inscrivant dans la lignée de la réforme de la politique de la ville engagée par François Lamy, le candidat PS entend poursuivre les efforts de contractualisation. Le NPNRU serait ainsi porté de 6 à 10 milliards d'euros sur dix ans, grâce à l'Etat et aux régions. Des services publics de la petite enfance et du soutien scolaire seront créés ou développés. 50% des marchés publics seront réservés aux PME-PMI-TPE. A côté de la construction annuelle de 150 000 logements sociaux dont 130 000 très sociaux (PLUS, PLAI), l'Etat incitera les collectivités à bâtir des logements diversifiés pour garantir une mixité des possibilités.

Recyclant une partie de son programme L'Avenir en commun, Jean-Luc Mélenchon a, pour sa part, rappelé vouloir refondre le service public de l'emploi, porter le budget de la culture à 1% du PIB et instaurer une police de proximité. Un catalogue de mesures qui doit transformer les quartiers populaires en « laboratoires du nouveau modèle de société que nous défendons. » Le candidat de La France insoumise annonce aussi la production de 200 000 logements réellement sociaux (PLAI, PLUS) par an, alors que les « passoires énergétiques » des quartiers prioritaires bénéficieront du plan de rénovation thermique. Il prévoit de mettre fin à l'uniformité de la loi SRU et de porter à 30% le quota minimum de logements sociaux dans les communes soumises à une forte tension locative.

Banlieues : quelle gouvernance et quel portage politique ?

Apartisan, le bureau de Ville & Banlieue parle « d'intentions louables » mais attend plus de précisions sur la traduction en actes. C'était d'ailleurs tout le sens de la première de leurs 31 propositions formulées en septembre dernier : pour approfondir et redynamiser la politique de la ville, il faudrait, selon eux, confier ce dossier éminemment interministériel au Premier ministre. « Aucun des deux ne reprend notre idée du portage de la politique de la ville par Matignon, quand ils n'assument pas simplement reconduire la politique de la ville dans un grand ministère de l'urbain et donc la marginaliser », regrette Philippe Rio, maire (PCF) de Grigny (Essonne), pour qui « les quartiers prioritaires sont aujourd'hui dans un angle mort de la République. »

Les mots sont durs, à la hauteur du désarroi. Les propositions de Ville & Banlieue – dont la force résidait dans leur globalité – n'ont effectivement pas tant infusé les programmes des candidats. Ni même les lettres d'intention des deux seuls répondants, qui se sont contentés d'une liste à la Prévert de mesures techniques qu'ils comptaient mettre en œuvre en matière de logement, de sécurité, de mobilité ou de logement. S'il s'agit bien sûr de domaines stratégiques pour les quartiers prioritaires et leurs habitants, plus prégnants que le dossier de la gouvernance de la politique de la ville pas assez grand public, les relations Etat/Collectivités ne devraient pas, selon eux, être évincées aussi rapidement.

Désengagement de l'Etat et perte de capacité d'intervention républicaine

« Le défi de l'éducation, par exemple, est déterminant pour l'avenir de la France. Mais encore faut-il que l'Etat s'en donne les moyens et ne transfère pas une partie de ses charges aux communes, aggravant de fait les inégalités territoriales » peste Gilles Leproust, maire (PCF) d'Allonnes. Lui a en tête la réforme des rythmes scolaires. D'autres, les actions de réussite éducative. « Le droit commun, autrement dit ce qui devrait se faire à minima dans tous les territoires de la République voire de façon encore plus volontariste là où il y en a le plus besoin, est aujourd'hui, de fait, porté uniquement par les collectivités locales. Cela est vrai pour le périscolaire comme pour la prévention et la police du quotidien, faute de volonté de l'Etat » critique Catherine Arenou, première édile (LR) de Chanteloup-les-Vignes.

Un investissement permanent en faveur d'un service public local fort et solidaire que serait venu remettre en cause la baisse des dotations au cours du dernier quinquennat. « Alors même que les situations sociales s'aggravaient dans nos quartiers et que nous cherchions à pallier le désengagement de l'Etat, nous avons été victimes d'une perte de capacité d'intervention républicaine » fustige Marc Vuillemot. « Les augmentations de la dotation de solidarité urbaine (DSU) – censées nous permettre de faire plus dans nos quartiers qui ont moins – n'ont même pas permis de compenser la baisse des dotations » témoigne, concrètement, Philippe Rio.

Session de rattrapage le 19 avril

Leurs revendications ne peuvent toutefois être réduites à la question financière. « Nous avons aussi besoin de considération et de bienveillance. Nous ne disons pas que tout est rose et formidable, que le repli sur soi n'existe pas, mais les amalgames périlleux dégradent l'image de nos quartiers et font chuter leurs attractivités », explique le vice-président d'Evreux Portes de Normandie, Driss Ettazaoui. Non seulement, il est peu question de politique de la ville, de formation professionnelle ou de la répartition des différents types de logements sociaux sur l'ensemble du territoire national, au cours de cette campagne... mais une vision fantasmée des quartiers continue, en effet, à les réduire simplement à des lieux de délinquance et/ou d'intégrisme religieux. « Un reportage à charge efface subrepticement dix ans d'efforts publics » dénonce-t-il, à l'adresse des médias grands publics.

Conscients que « certains territoires ruraux souffrent de difficultés peu ou prou similaires », les élus de Ville & Banlieue ne s'attendaient pas à faire la Une des journaux sur la base de leurs propositions ou de leurs discours alarmistes. Mais pensaient, au moins, pouvoir enrichir le programme du futur hôte de l'Élysée, eu égard à la gravité du contexte national susceptible d'avoir des répercussions dans les quartiers populaires, à Clichy-sous-Bois comme à Guéret. « Cette ostracisation n'est pas un phénomène nouveau ; les quartiers populaires ont rarement fait battre le cœur des campagnes présidentielles » euphémise Catherine Arenou. « Sujet complexe s'il en est, la question des banlieues est politiquement incorrecte à leurs yeux donc risqué à aborder. Par ailleurs, nos habitants ne sont pas vraiment considérés comme des électeurs actifs... »

Les candidats à l'élection présidentielle 2017 – ou probablement, plutôt, leurs représentants – désireux de la faire mentir disposent d'une session de rattrapage, le 19 avril prochain, lors de la commission organisée par l'association avec France urbaine et l'Association des maires de France. Les voilà prévenus.

Les banlieues : grandes oubliées de la présidentielle ?

LA GAZETTE DES COMMUNES

Par [Emilie Denètre](#)

le 31/03/2017

L'association des maires Ville & Banlieue a interpellé les candidats en déclinant 31 propositions. Plusieurs fois relancés, seuls deux prétendants à l'Élysée ont effectivement répondu...

« Je considère ce silence comme une forme de mépris envers les 5 millions d'hommes et de femmes qui vivent ou survivent dans ces quartiers populaires et prioritaires de la ville » enrage Philippe Rio, le maire PCF de Grigny (Essonne) dont la ville est « à 100 % classée politique de la ville ».

Et de poursuivre : « les banlieues n'étaient déjà pas très présentes dans le débat électoral mais là, ils nous traitent avec légèreté... alors que leur boulot, c'est bien d'apporter des réponses, non ? ». Pour cet élu, il n'y a d'ailleurs pas de désintérêt pour la chose politique dans les quartiers prioritaires, mais plutôt de la colère et un sentiment « de pas être respecté ni écouté ».

Preuve en est, disent en chœur les maires de Ville & Banlieue, le silence des présidentiables à nos propositions ! En effet, sur les cinq principaux prétendants à l'Élysée (Emmanuel Macron, Marine Le Pen, François Fillon, Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon), seuls deux se sont fendus d'un courrier-réponse (Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon), les propositions d'Emmanuel Macron étant attendues d'ici la fin de semaine.

Le Premier ministre, chef de la politique de la ville

C'est au travers d'[une vidéo](#) que l'association – qui compte une centaine de maires- adhérents (tous ont au moins un quartier prioritaire sur leur territoire) – avait choisi interpellé les candidats, il y a maintenant une quinzaine de jours. Les élus y avaient détaillé une trentaine de propositions permettant « de ne plus laisser personne sur le bord du chemin de la République comme c'est le cas actuellement. »

La première d'entre elles, et la plus symbolique, est le fait de confier le portage de la politique de la ville au Premier ministre en personne, le seul capable de mobiliser les autres ministères (Intérieur, Éducation nationale, Travail, Santé) sur cet enjeu. La faiblesse du poids politique du secrétariat à la Ville étant pour Ville & Banlieue l'une des causes du problème.

Mais dans cet « appel du 15 mars », il était également question :

- « d'une mobilisation générale en faveur de l'éducation des enfants, futurs citoyens » ;
- de « valoriser le sport et la culture dans les quartiers » ;
- d'une répartition plus équitable des logements sociaux ;
- d'un travail urgent à mener en faveur de l'emploi des jeunes ;
- mais aussi de « faire revenir des professionnels de santé et de la prévention dans les quartiers dans des maisons pluridisciplinaires ».

Mélenchon le plus complet, Hamon se trompe de questionnaire...

Sur les deux réponses obtenues par l'association, il est clair que celui qui a plus « planché » sur la question est Jean-Luc Mélenchon.

Dans sa lettre-réponse, le leader de la « France Insoumise » passe en revue les différents points soulevés par l'association, tentant d'y faire coller les éléments de son programme. Jean-Luc Mélenchon évoque, entre autres, son « droit opposable à l'emploi en faisant de l'Etat l'employeur en dernier ressort en cas de chômage de longue durée ».

À lire aussi

- [Ville et banlieue veut faire de la politique de la ville un enjeu de la présidentielle](#)
- [Les quartiers grands oubliés des débats présidentiels](#)

Il évoque aussi le recrutement de « 60 000 enseignants sur le quinquennat » ainsi que l'idée de favoriser « l'accès au métier d'enseignant aux jeunes issus des milieux populaires en mettant en place un système de pré-recrutement ». Jean-Luc Mélenchon promet par ailleurs de consacrer 1% du PIB à la culture et « une augmentation des taxes sur les retransmissions sportives à la télé pour financer le sport amateur ».

Quant à Benoît Hamon, il ne rebondit pas sur les propositions des élus, mais décline à la place ses réponses à quatre questions... qui lui seront posées le 19 avril dernier lors du grand oral devant l'AMF, France Urbaine et Ville & Banlieue :

- Quel bilan et perspectives pour la politique de la ville ?
- Quelles politiques de l'habitat dans les quartiers prioritaires ?
- Quelles politiques de l'éducation dans les QPV ?
- Quelles politiques de l'emploi, de la formation et du développement économique ?

On apprend ainsi que pour le candidat socialiste, il s'agit avant tout de poursuivre ce qui se fait déjà dans le cadre de la loi Lamy, mais avec un abondement des fonds du NPNRU de « 6 à 10 milliards d'euros » ainsi qu'une réforme des dotations de l'Etat « dans le sens d'une égalité réelle pour les villes pauvres et les maires bâtisseurs ».

À lire aussi : [Ce que les candidats à la présidentielle ont dit aux maires](#)

Benoît Hamon promet également de limiter le nombre d'élèves à 20 par classe en CP/CE1/CE2 et de créer « un service public du soutien scolaire ».

Le candidat socialiste évoque enfin son revenu universel mais aussi un possible soutien au tissu économique des banlieues en instaurant une « priorité made in France avec 50% des marchés publics réservés aux PME/PMI/TPE et l'inclusion de clauses sociales et d'emplois locaux afin que la commande publique serve de levier au développement économique des quartiers prioritaires ».

En revanche, aucun des deux candidats n'évoque cette idée de portage politique de la politique de la ville par le Premier ministre en personne... La mesure-phare, pourtant, de l'association.

[Ville et banlieue déplore le peu d'intérêt à ce jour manifesté par la plupart des candidats à l'égard des quartiers](#)

AEF Habitat Urbanisme

Par [Anne Farthouat](#)

Le 30/032017

L'association Ville et Banlieue a déploré jeudi 30 mars 2017 le peu de réponses qu'elle a reçues à ce jour de la part des candidats à l'élection présidentielle, à qui elle a envoyé mi-mars ses 31 propositions pour "réintégrer dans la République les 1 500 quartiers de la politique de la ville". Seuls Benoît Hamon (PS) et Jean-Luc Mélenchon (France Insoumise) ont en effet respecté la date butoir qu'elle leur avait fixée, Emmanuel Macron (En marche) s'étant engagé à répondre le 31 mars. L'association pointe en outre "deux inquiétudes" à la lecture des programmes de François Fillon (LR), Marine Le Pen (FN) et Emmanuel Macron : les baisses des dotations et des fonctionnaires annoncées en cas de victoire. Et dresse un bilan amer du quinquennat qui s'achève, déplorant le "rendez-vous manqué" entre François Hollande et les quartiers prioritaires.

C'est avec une certaine amertume que les représentants de l'association Ville et Banlieue ont fait part, jeudi 30 mars, du peu de retours aux 31 propositions soumises mi-mars aux onze candidats à l'élection présidentielle ([lire sur AEF](#)) (1). "Nous avons eu deux réponses", celles de Benoît Hamon (PS) et de Jean-Luc Mélenchon (France Insoumise) (voir encadré en fin de dépêche), "et l'équipe d'Emmanuel Macron [En marche] a assuré qu'elle nous répondrait demain", explique Marc Vuillemot, président de l'association, maire (PS) de La Seyne-sur-Mer (Var), refusant d'imaginer que les candidats négligent les habitants quartiers populaires sous prétexte qu'ils "ne voteraient pas".

À ces côtés, Gilles Leproust, le secrétaire général, maire (PCF) d'Allonnes (Sarthe) voit dans les "non-réponses" des autres candidats une "forme de mépris vis-à-vis des 5 millions de personnes qui vivent dans ces quartiers populaires". "Nous voulons plaider la cause de ces morceaux de territoires et engager un dialogue avec les candidats" défend Marc Vuillemot, partageant de fait l'ambition de l'USH ([lire sur AEF](#)).

Si les représentants de l'association refusent de plébisciter l'un ou l'autre des candidats, assurant que "quel que soit l'élu(e), [ils] le titilleront" pour une meilleure considération de la politique de la ville, ils s'inquiètent toutefois de trouver des traits communs dans les programmes du "trio de tête" dans les sondages - François Fillon (LR), Marine Le Pen (FN) et Emmanuel Macron -, à savoir une baisse des dotations aux collectivités et une baisse des emplois publics. "Je suis maire d'une commune populaire et je suis très inquiets de ces perspectives sur les effectifs de fonctionnaires", prévient Gilles Leproust. "Faire fonctionner une médiathèque pour que tout le monde ait accès à la culture, assurer l'accueil périscolaire des enfants quand les parents travaillent, ça passe par des hommes et des femmes. [...] Ce n'est pas une charge, c'est un investissement pour répondre aux attentes des habitants".

"Ces économies se feraient non pas au détriment du luxe, mais de ce qui fait que nos territoires tiennent encore", abonde Catherine Arenou, vice-présidente de Ville et Banlieue maire (LR) de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines). "Depuis quelques années, le droit commun est porté quasi exclusivement par les collectivités locales, et en particulier par les villes, qui avec des moyens de plus en plus précaires assurent tout ce que devrait faire l'État", dénonce-t-elle, chiffrant à 42 % la baisse des "moyens" alloués par l'État dans le département de Yvelines depuis 4 ans, alors même que le territoire compte davantage de quartiers prioritaires, sous l'effet de la loi Lamy.

"RENDEZ-VOUS MANQUÉ" POUR FRANÇOIS HOLLANDE

Un constat partagé par Marc Vuillemot qui "même [s'il est] socialiste" déplore "une perte de la capacité d'intervention de la République dans les quartiers prioritaires, à tous les niveaux, communal, intercommunal et même national" sur ces "cinq dernières années". L'association assure ainsi que l'engagement pris par l'exécutif de se concentrer à moyen constants sur des territoires plus restreints "n'a pas été tenu", et que les quelques mécanismes mis en place, type DSU cible, n'ont pas suffi pour compenser les baisses de DGF. À titre d'exemple, Marc Vuillemot explique avoir perdu 1,9 million d'euros de DGF sur le dernier exercice à La Seyne-sur-Mer, et bénéficié d'une augmentation de la DSU de 19 000 euros. "Il manque 99 %" calcule à ses côtés Catherine Arenou.

"On s'attendait à un rendez-vous entre le président François Hollande et les quartiers prioritaires, c'est un rendez-vous manqué" résume, amer, Philippe Rio, maire PCF de Grigny (Essonne). "Après un quinquennat marqué par le karsher, nous étions pleins d'espoir pour le quinquennat à venir, et la déception est à la hauteur. C'est un plan de restructuration urbain et humain qu'il nous faut lancer, c'est le sens de nos 31 propositions", adresse-t-il aux prétendants à l'Élysée. Lesquels auront une "session de rattrapage" pour réagir au manifeste de l'association : la rencontre organisée par la commission "Politique de la ville et cohésion sociale" de France Urbaine, l'AMF et Ville et Banlieue le 19 avril prochain, avec les représentants des candidats, cinq jours avant le premier tour de l'élection.

B. Hamon et J-L. Mélenchon renvoient l'association au contenu de leur programme

Les deux candidats à avoir à ce jour répondu à Ville et Banlieue rappellent dans leurs missives respectives les mesures de leurs programmes concernant les quartiers prioritaires (voir notre comparateur de programmes). Benoît Hamon s'engage ainsi à porter à 10 milliards d'euros le financement du NPNRU, évoquant des "prêts bonifiés de la CDC, notamment du Fonds d'épargne, et des moyens au titre des investissements d'avenir" pour alimenter les 4 milliards d'euros manquants. Il évoque aussi une refonte des mécanismes de péréquation "dans le sens d'une égalité réelle pour les communes pauvres et les maires bâtisseurs". Jean-Luc Mélenchon rappelle pour sa part la conduite d'un vaste plan de rénovation des "passoires thermiques", qui bénéficiera notamment aux QPV, son engagement de construire un million de logements "véritablement sociaux" en 5 ans, et d'améliorer le maillage territorial des transports en commun.

(1) Avec pour consigne de répondre avant le 30 mars.